

Une ambition nouvelle au service de la vie associative : chiche ?

- LES PROPOSITIONS DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS CITOYENNES -

Après le fiasco des emplois aidés, le Premier ministre a annoncé une concertation du secteur associatif pour définir le cadre et les mesures propres à fonder « *une politique de vie associative ambitieuse* ».

Pour la première fois depuis plusieurs années, le Collectif des Associations Citoyennes (CAC) était invité à livrer ses analyses et ses propositions.

Voici les 10 propositions phares qu'a défendu le CAC lors de cette concertation (le détail de leur faisabilité et l'argumentaire pour chacune d'elle est disponible sur notre site) :

Proposition n°1 : **+1 milliard de subventions pour les associations**

Proposition n°2 : **Suppressions des atteintes aux libertés associatives**

Proposition n°3 : **Des emplois associatifs stables, respectant le code du travail**

Proposition n°4 : **Un plan d'urgence pour les associations en difficultés**

Proposition n°5 : **Développer un dispositif de connaissance et de la vie associative**

Proposition n°6 : **Simplifier les démarches administratives pour les petites associations**

Proposition n°7 : **Recentrer les subventions sur le projet associatif**

Proposition n°8 : **Promouvoir les droits des habitants par la création d'un Fonds pour une Démocratie d'Initiative Citoyenne**

Proposition n°9 : **Renforcer le maillage associatif par des moyens accrus aux petites et moyennes associations**

Proposition n°10 : **Créer une instance de dialogue permanent entre les pouvoirs publics et les associations**

Une réunion de restitution de cette « concertation » s'est déroulée le 27 février dernier au cours de laquelle chacun des trois groupes de travail mis en place en décembre 2017 a fait part de ses propositions. Le document globalisé, avec l'ensemble des propositions faites par les différentes coordinations, sera bientôt remis au gouvernement qui a promis de prendre des mesures ambitieuses pour la vie associative.

Le CAC sera attentif aux décisions retenues par le gouvernement dans un contexte particulièrement inquiétant pour les associations.